

Abstracts / Résumés

Volume 27, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/llt27abs01>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Canadian Committee on Labour History

ISSN

0700-3862 (imprimé)

1911-4842 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

(1991). Abstracts / Résumés. *Labour/Le Travailleur*, 27, 425–428.

ABSTRACTS/RÉSUMÉS

That Indefinite Area of Toleration:

Criminal Conspiracy and Traded Unions in Ontario, 1837-77

Eric Tucker

DURING THE FIRST three quarters of the nineteenth century, the question of whether trade unions in Ontario were criminal conspiracies under common law was never clearly determined. By examining the development and interaction of the legal and social zones of toleration we can illuminate how law was shaped by and shaped early struggles between workers and employers. The statutory reforms of 1872 clearly defined a narrow zone of legal toleration in which trade unions were accepted as labour market organizations while the means they could to pursue their objectives were restricted. The contours of industrial legality which began to emerge during this period remain a salient feature of current labour law.

LA QUESTION de savoir si les syndicats ouvriers en Ontario étaient coupables de complots criminels suivant le droit commun ne fut jamais vraiment résolue au cours des trois premiers quarts du dix-neuvième siècle. En examinant le développement de zones de tolérance légale et sociale et de leurs influences réciproques, il est possible d'illustrer comment sont inextricables la formulation de la loi et les luttes entre ouvriers et patrons. Les réformes statutaires de 1872 délimitèrent clairement une étroite zone de tolérance légale qui permit aux syndicats de jouer un rôle légitime sur le marché du travail tout en restreignant les moyens admissibles à la poursuite de leurs objectifs. Les limites de la légalité industrielle qui se dessinent en cette période demeurent toujours en trait saillant de la législation du travail.

The Miners and the Mounties:

The Royal North West Mounted Police and the 1906 Lethbridge Strike

William M. Baker

THIS ESSAY EXPLORES the nature of the relationship between police and workers using the 1906 strike of Lethbridge coalminers as a case study. Following a discussion of relevant literature and theoretical frameworks it examines in detail the relationship between the Lethbridge strikers and the Mounted Police. This interaction was extremely complex with each party having an influence on the other. Consequently, no definitive conclusion can be drawn as to the interpretative debate between pluralist theory and class conflict theory insofar as police-striker relations are concerned.

CETTE ÉTUDE PORTE sur les rapports entre la police montée et les ouvriers des mines de charbon lors de la grève à Lethbridge en 1906. Ces rapports détaillés sont examinés dans le cadre d'une discussion historiographique et théorique pertinente. Phénomène interactif extrêmement complexe, l'épisode en question ne nous permet de dégager aucune conclusion susceptible de contribuer au débat entre les théoriciens du pluralisme et ceux de la lutte de classes, du moins en ce qui a trait aux relations entre les forces de l'ordre et les grévistes.

“We may all soon be ‘first-class men’”:

Gender and Skill in Canada's early twentieth century urban telegraph industry

Shirley Tillotson

URBAN TELEGRAPH OFFICES in the early twentieth century employed both women and men as telegraph operators. The fact that both sexes worked together in this skilled occupation makes telegraphy an interesting case for the study of links between gender and skill. Through an examination of the labour process and the

telegraph operators' craft culture, this paper describes how the connection between masculinity and skill was established. It is suggested that, while Morse operating provided conditions in which that link was questioned, technological change during World War I helped create a more exaggerated gender division of labour and a newly-defined, fortified link between masculinity and ability.

AU DÉBUT DU vingtième siècle, les postes de télégraphistes en milieu urbain étaient occupés autant par des femmes que par des hommes. L'existence d'une telle main-d'oeuvre mixte en télégraphie rend cette occupation qualifiée particulièrement intéressante pour l'étude des liens entre les attributs des sexes et de la qualification. En examinant le procès de travail et l'identité culturelle des télégraphistes, cet article décrit comment se concrétisa l'enchaînement entre la masculinité et la compétence de ces opérateurs. Quoique la transmission par l'alphabet Morse s'effectuait suivant des conditions propres à remettre en question une telle identification sexuelle, les changements technologiques au cours de la première Guerre mondiale nous apparaissent comme ayant contribué à accentuer la division sexuelle du travail et à lier encore plus étroitement la masculinité à l'habileté des télégraphistes.

Dependent Development, Labour and the Trenton Steel Works, Nova Scotia, 1900-1943

L. Anders Sandberg

THE HISTORY OF labour at the Trenton Steel Works of the Nova Scotia Steel and Coal Company [Scotia] is explored in the context of dependent development from circa 1900 to 1943. The local owners and managers of Scotia sought profits by aligning themselves with foreign capital and by manufacturing semi-manufactured steel and staples for export. The investment outlook was short-term, few attempts were made to diversity production, and the steel facilities were left to deteriorate already before the contraction of regional and national markets in the 1920s.

Before the post-World War I depression, workers at Scotia responded to corporate industrial strategy by resorting to industrial unionism, whose success was aided by a scarcity of labour and the possibility of moving away or moving into small commodity or subsistence production locally. With the post-World War I depression, capital and the state consolidated the Trenton steel works as a technologically obsolescent plant dependent on low-wage, seasonal and part-time labour.

The corporate parents, in light of state concessions and favour, could not, however, close the Trenton Works for political reasons. Labour and community interests lobbied hard for industry retention and settled into a work pattern which was aimed at coping with industrial neglect and disinvestment.

The combination of technological obsolescence, low-wage and seasonal labour was threatened with the formation of a union at the steel works in 1937 and the support of the federal state during the war in levelling wages of Scotia workers with steel workers elsewhere. The labour scarcity during the war provided the political precondition for closure of the rolling mills and nut and bolt plant, the wage increases awarded by the Federal Labour Board served as an excuse while the cause, a conscious corporate strategy of industrial neglect and winding down, was left unchallenged.

L'HISTOIRE DES travailleurs à la Trenton Steel Works de la Nova Scotia Steel and Coal Company s'inscrit dans le contexte d'un "développement dépendant" (ou développement sous dépendance extérieure) de 1900 à 1943. Les propriétaires locaux et les gérants de la compagnie cherchent leurs profits en s'alignant avec le capital étranger et en fabriquant des produits semi-ouvrés pour fins d'exportation. Ils investissent à court terme, font peu d'effort pour diversifier la production, et laissent les aciéries se détériorer avant même que ne s'amorce la contraction des marchés régional et national au cours des années 1920.

Jusqu'à la dépression d'après-guerre, en 1920, les travailleurs de la Scotia répondirent à la stratégie patronale en recourant au syndicalisme industriel. Le succès de cette pratique syndicale fut favorisé par la rareté de la main-d'oeuvre, les possibilités migratoires ou l'opportunité de s'engager dans la petite production locale, soit indépendante ou de subsistance. Sous l'effet de cette dépression, le capital et l'état consolidèrent les aciéries de Trenton en une usine technologiquement périmée employant une main-d'oeuvre saisonnière, à mi-temps et à bon marché. Etant donné les concessions et les faveurs accordés par l'état, les sociétés mères ne pouvaient toutefois fermer les aciéries pour des raisons politiques. Les travailleurs et les membres de la communauté firent forte pression pour conserver l'industrie et s'ajustèrent à une routine de travail leur permettant de faire face à la négligence industrielle et au désinvestissement.

La situation de ces travailleurs fut remise en question par l'organisation d'un syndicat aux aciéries en 1937 et par la politique fédérale de temps de guerre soutenant la parité salariale pour les travailleurs de la Scotia avec tous les autres ouvriers métallurgistes. Tandis que la rareté de la main-d'oeuvre au cours de la guerre s'averra la condition politique préalable à la fermeture des laminoirs et de la fabrique d'écroux et de boulons, les augmentations de salaire octroyées par le Bureau fédéral du travail en fournirent la justification. La stratégie de négligence et de désinvestissement de la haute direction, véritable casue de cette fermeture, demeura incontestée.